

Structures d'accueil extrafamiliales et activité professionnelle des mères avec enfants à charge

Ces dernières années, la compatibilité entre travail et famille a quitté le domaine privé où elle était confinée pour devenir un problème social. Le résoudre passe, entre autres, par davantage de structures d'accueil extrafamiliales. Dans le présent article, nous examinons la relation entre l'existence de telles structures et le rapport au travail des mères. L'intérêt principal est de déterminer dans quelle mesure ce rapport au travail est bridé par l'absence de structures d'accueil et comment une amélioration de l'offre pourrait influencer l'intérêt des mères pour une activité professionnelle.



Pour les mères d'enfants de moins de 15 ans, la garde privée (par une grand-mère, par exemple) est de loin la forme la plus fréquente. Toutefois, plus la mère travaille et plus les structures d'accueil externes gagnent en importance.

Photo: Keystone

1 Voir Mecop, Infrac (2007).

2 Voir Stern et al. (2005).

Un manque d'études en Suisse

De nombreuses études – surtout étrangères – se sont penchées sur la relation entre les possibilités de faire garder les enfants et le rapport au travail. Leurs conclusions sont claires: offrir des structures d'accueil pour les enfants a une influence sur le travail des mères, mais leur utilisation dépend essentiellement de leur prix. L'importance de cette influence sur le rapport au travail est, elle, moins nette. Certaines études révèlent que la garde des enfants a un impact élevé sur l'attitude des mères;

il est moins marqué pour d'autres. La littérature spécialisée souligne, en outre, que la décision de travailler ou non ne dépend pas seulement de l'existence de structures d'accueil, mais aussi – et dans une mesure déterminante – des conditions du marché du travail, notamment en termes de salaire. La Suisse manque généralement d'études sur la relation entre structures d'accueil et travail des mères.

Sources de données et questions posées

Pour combler cette lacune, une étude récente¹ a exploité deux sources de données disponibles:

- l'Enquête suisse 2005 sur la population active (Espa) de l'Office fédéral de la statistique (OFS);
- les données primaires relevées dans le cadre d'une étude du Fonds national sur les besoins en matière de garde des enfants en Suisse², qui comprennent des informations détaillées sur les structures d'accueil effectivement sollicitées en 2003 et sur leurs caractéristiques.



Silvia Banfi,
Institut Mecop, université de la Suisse italienne, Lugano et Cepe, EPFZ



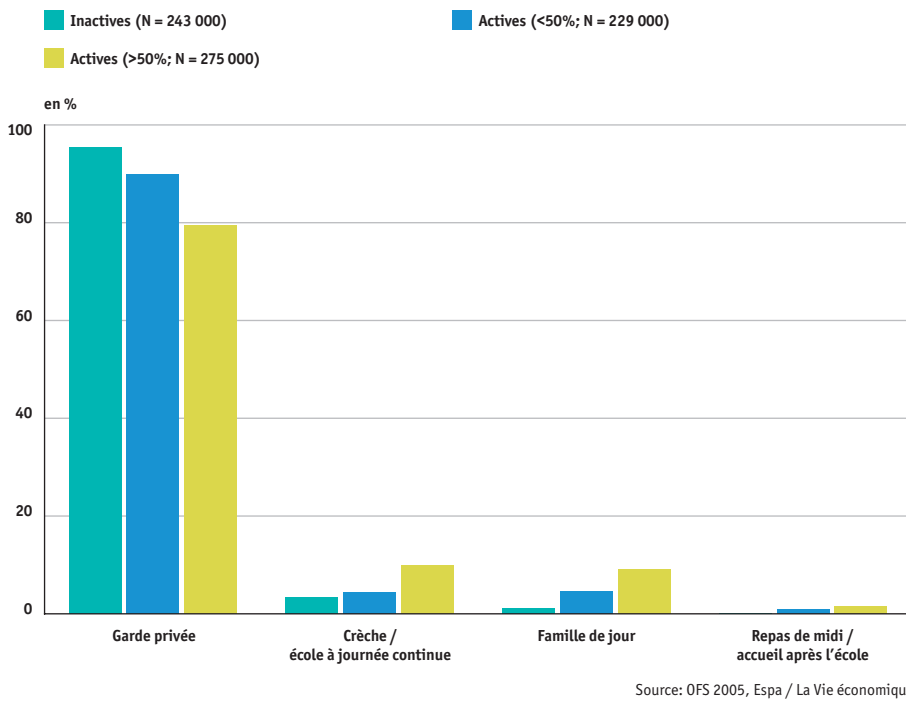
Rolf Iten
Membre de la direction d'Infrac, Zurich



Diego Medici
Assistant, Institut Mecop, université de la Suisse italienne, Lugano

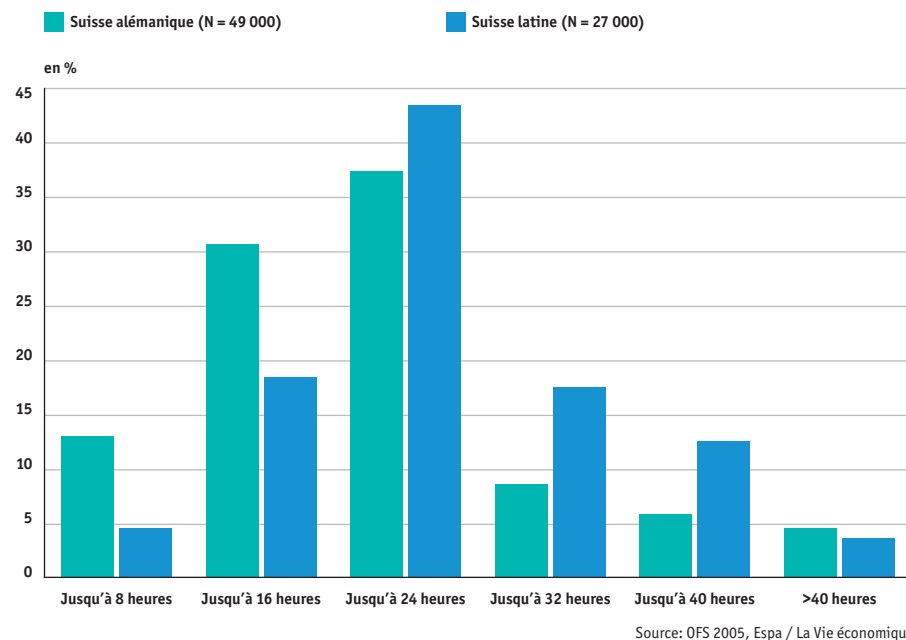
Graphique 1

Choix de la structure d'accueil et rapport au travail des mères d'enfants de moins de 15 ans
Valeurs arrondies



Graphique 2

Volume de travail désiré par les mères inactives qui souhaiteraient reprendre un emploi: comparaison Suisse alémanique / Suisse latine
Valeurs arrondies



L'analyse des données avait pour objet principal de répondre à la question «dans quelle mesure l'offre de structures d'accueil (crèche, famille de jour, garderie) influence-t-elle la disponibilité au travail des familles avec enfants, donc indirectement les perspectives

de croissance de l'économie suisse»^{3?} Elle cherchait également à savoir dans quelle mesure l'absence de structures d'accueil influence le rapport des femmes au travail. Elle voulait, enfin, connaître les principales lacunes des structures d'accueil extrafamiliales actuelles, au regard des parents.

Deux tiers des mères d'enfants de moins de 15 ans travaillent

Les données de l'Espa 2005 révèlent que seul un tiers (32,6%) des mères d'enfants de moins de 15 ans ne travaillent pas. Les deux tiers restants (67,4%) travaillent.

Si l'on examine la relation entre le rapport au travail et la demande en structures d'accueil, il s'avère que la garde exclusivement privée – c'est-à-dire exercée par les parents, la famille, des connaissances, des nurses, etc. – est surtout sollicitée par les familles où la mère n'exerce aucune activité professionnelle (voir *graphique 1*). Cependant, la majorité des femmes qui travaillent font aussi garder leurs enfants en privé. C'est le cas de près de 90% de celles qui travaillent jusqu'à 50%. Là, en revanche, où la mère travaille entre 50% et 100%, la part de la garde privée descend à 79,5%.

Les mères qui travaillent demandent surtout des familles de jour et des crèches, ou alors des écoles à journée continue. Les repas de midi et la garde après l'école sont une forme d'accueil que ne retiennent qu'une minorité infime des mères, mais cela s'explique peut-être par l'absence ou l'insuffisance de l'offre.

Des 243 000 mères qui ne travaillaient pas au moment de l'enquête Espa, 31% souhaitent reprendre un emploi. Le volume de travail le plus demandé (par 39,6% des mères) est de 24 heures par semaine au plus, suivi de 16 heures au plus (par 26,3% des mères). 12,4% s'imaginent, en revanche, travailler jusqu'à 40 heures par semaine, voire plus.

Un classement de ces résultats par région linguistique montre qu'en Suisse alémanique, les mères inactives sont nettement plus nombreuses à souhaiter travailler 8 ou 16 heures par semaine que celles de Suisse latine (voir *graphique 2*); ces dernières préféreraient travailler davantage. Malgré ces différences, le volume de travail hebdomadaire le plus demandé dans toutes les parties du pays se situe entre 17 et 24 heures, c'est-à-dire entre deux et trois jours par semaine.

L'absence de structures d'accueil fausse le rapport au travail des mères

189 000 mères de famille expriment le vœu de changer leur rapport au travail. Parmi elles, 44,4% indiquent que l'absence de structures d'accueil pour les enfants est la raison pour

Tableau 1

Raisons indiquées par les mères de famille quant à l'insuffisance des structures d'accueil

Enfants de moins de 15 ans (N = 83 000), valeurs arrondies

Raison invoquée	Pourcentage
Garde des enfants trop chère	39.0%
Pas de structures d'accueil disponibles	29.5%
Garde des enfants seulement à heures fixes	10.1%
Garde des enfants pas assez bonne	8.4%
Autres	13.0%

Source: OFS 2005, Espa / La Vie économique

laquelle elles ont renoncé à travailler ou à augmenter leur horaire de travail. Les raisons détaillées sont énumérées dans le *tableau 1*. La première raison invoquée est le coût excessif de la garde des enfants (39%), la deuxième l'absence totale de structures d'accueil (quelque 30% des mères indiquent n'avoir accès à aucune structure d'accueil). D'autres limitations sont dues aux heures de garde proposées (10,1%) et à la qualité, jugée insuffisante, de l'offre (8,4%). Les mères restantes (13%) invoquent d'autres raisons non spécifiées.

Les structures dont on déplore le plus l'absence sont les repas de midi, les écoles à journée continue et les périodes bloquées (36,1% des personnes interrogées). Près de 30% des personnes interrogées indiquent manquer de crèches et de garderies, presque 20% souhaitent que le père de l'enfant – ou des parents et connaissances – s'engagent plus activement dans la garde privée. 9% des mères interrogées déplorent le manque de nurses, de mères de jour et de jeunes filles au pair; 6% indiquent d'autres lacunes dans les structures d'accueil.

Un potentiel considérable d'augmentation de l'activité des mères

L'extrapolation des données Espa pour la Suisse montre qu'à la date de l'enquête et dans les conditions actuelles, 21 000 femmes voudraient travailler, mais elles en sont empêchées par le seul manque de structures d'accueil pour leurs enfants. À cela s'ajoutent 54 000 mères qui travaillent, mais souhaiteraient travailler plus.

Sur la base des données Espa, on peut émettre des hypothèses concernant le volume de travail souhaité par les mères sans travail ou exerçant à temps partiel; cela permet d'estimer un ordre de grandeur de la main-d'œuvre dont le marché de l'emploi est actuellement privé faute de structures d'accueil des enfants: 44,7 millions d'heures par an, soit l'équivalent de 20 000 emplois à plein temps. Comme l'échantillon de mères est plutôt modeste et que les extrapolations se fondent sur des hy-

pothèses, il faut être prudent dans l'interprétation des résultats et y voir plutôt un ordre de grandeur du potentiel d'augmentation du volume de travail des mères en cas d'amélioration des structures d'accueil des enfants.

Choix de la structure d'accueil et décision simultanée de travailler

La seconde source de données, celle de l'étude du Fonds national⁴, porte sur les parents d'enfants en âge préscolaire. Leur analyse montre que, dans les conditions actuelles, la majorité des parents qui font garder leurs enfants uniquement en privé recourraient à une structure d'accueil extrafamiliale s'il en existait. La proportion de parents dont les enfants sont gardés exclusivement en privé chuterait pratiquement de moitié (de 87% à 45%) s'ils disposaient d'une crèche ou d'une famille de jour à proximité de leur domicile et que les tarifs pratiqués soient liés à leur revenu. Si tel était le cas, une partie de ces parents (16%) seraient disposés à augmenter leur charge de travail, mais d'autres (23%) indiquent que même si la garde des enfants passait du privé à une institution, ils ne modifieraient pas leur rapport au travail. Ces effets de substitution s'accompagneraient donc d'un transfert des coûts du privé vers le financement public (partiel) de la garde des enfants, pour autant qu'on mette à disposition des parents des places de crèche à des tarifs liés au revenu, ne couvrant donc pas l'entier des coûts. Les coûts actuellement à la charge des collectivités publiques et qui résultent de l'insuffisance de l'encadrement privé (coûts sociaux indirects, familles pauvres, etc.) ne sont pas chiffrés.

Le double choix – travailler ou non et garde des enfants – introduit dans un modèle statistico-mathématique montre un degré élevé de corrélation, dans les conditions actuelles. La demande en structures d'accueil et la décision de travailler sont donc étroitement liées. La probabilité qu'une femme travaille et choisisse une structure d'accueil institutionnelle s'accroît au fur et à mesure que son prix ou son éloignement diminue.

Concordance avec les résultats d'études étrangères

Les conclusions valables pour la Suisse coïncident largement avec les résultats d'une foule d'études étrangères sur la garde des enfants et le rapport au travail, dont la majorité indique que plus il y a d'offres de structures d'accueil, plus l'activité augmente, encore que ce soit surtout à temps partiel. La cherté des structures a un effet négatif sur le rapport au travail.

3 Que le marché du travail absorbe effectivement les femmes en quête d'emploi ne faisait pas l'objet de l'étude.

4 Voir Stern et al. (2005).



Photo: Keystone

Quelque 75 000 femmes reprendraient du travail ou augmenteraient le nombre d'heures effectué si elles trouvaient une meilleure offre en matière de structures d'accueil. Celles dont on déplore le plus l'absence sont les repas de midi, les écoles à journée continue et les périodes bloquées.

Le fait qu'en Suisse, une partie des femmes ne travaillent pas ou travaillent moins qu'elles ne le désirent, peut avoir des conséquences négatives sur l'économie nationale, en termes de masse salariale et de produit national moindres. L'importance de ces effets économiques dépend des qualifications exigées par le marché de l'emploi et de la façon dont les femmes qui reprennent une activité professionnelle y répondent. Leur (ré)insertion professionnelle peut stimuler la croissance, là surtout où le potentiel reconnu du travail des mères sera investi de façon productive. Si les qualifications existent, des postes vacants et mis au concours peuvent être (re)pourvus, voire de nouveaux être créés, ce qui améliore la productivité de l'économie et en augmente la croissance à long terme.

Conclusion

En résumé, l'on constate qu'une offre diversifiée de structures d'accueil extrafamiliales à prix modérés peut contribuer à accroître la participation des mères au marché du tra-

vail. Cela est, d'abord, important pour les femmes bien formées, qui ont ainsi la possibilité de conserver leur savoir-faire. Un accès facilité aux structures d'accueil aide également les familles à bas revenus à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'assistance sociale. Selon la conjoncture économique, et surtout la situation sur le marché du travail, les impulsions économiques peuvent être significatives, bien que leurs conséquences à moyen et long terme ne sauraient, évidemment, qu'être estimées. La présente étude indique, cependant, pour la première fois un ordre de grandeur pour ces effets.

Il nous paraît utile de compléter les résultats présentés ici par des enquêtes empiriques ciblées et d'améliorer ainsi les bases permettant de calculer l'effet d'une offre accrue de structures d'accueil extrafamiliales sur le marché de l'emploi. À partir de là, il semble que la prochaine étape devrait être consacrée à une analyse de l'impact économique d'une telle mesure, en particulier sur la croissance à moyen et long terme de la Suisse, ce qui permettrait d'estimer plus exactement son potentiel. ■

Encadré 1

Références

- Mecop-Infras, *Familienergänzende Kinderbetreuung und Erwerbsverhalten von Haushalten mit Kindern*, étude effectuée sur mandat du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), 2007.
- Stern S., Banfi S. et Tassinari S. (éd.), *Krippen und Tagesfamilien in der Schweiz - Aktuelle und zukünftige Nachfragepotenziale*, Haupt, Berne, 2006.